

TABLE RONDE 1 : PRODUIRE EN FRANCE

Contribution d'Anne-Marie Idrac

1 - Déficits : le plus grave est celui de la production sur le territoire national

Le déficit du bloc que constituent le budget de l'État, les comptes de la Sécurité Sociale et ceux des collectivités locales, est l'expression des maladies de « gouvernance » des sphères publiques : imprévoyance, incohérences, archaïsmes du management, soumission aux intérêts particuliers, manque de solidarité des baby-boomers à l'égard des jeunes générations...

Les inquiétudes - légitimes et communes - des « marchés » et des citoyens comme la solidarité européenne imposent de faire de l'équilibre global des finances publiques la règle de notre vie collective, à atteindre d'ici 2016. Selon des principes de juste partage des efforts et d'efficacité économique et écologique, et par le double jeu de la stabilisation en valeur des dépenses, et de l'augmentation ciblée des recettes.

- Le déficit commercial, entraînant celui de la balance des paiements, est le reflet des maladies économiques de la France.

Plus grave encore que d'être, comme d'autres hélas, incapable de payer ses dépenses publiques courantes sans faire appel à l'endettement, notre pays se différencie de ses meilleurs voisins en ce qu'il achète à l'étranger plus qu'il ne vend, dans des proportions insoutenables.

Notre déficit commercial n'a cessé de se dégrader depuis le début des années 2000, pour atteindre quelque 75 mds € en 2011, ceci à l'égard non seulement de la Chine ou d'autres pays à bas coûts, mais, beaucoup plus grave, de presque tous les pays de l'Union Européenne. Le déficit des échanges industriels s'élève à 1,5% du PIB (le solde était excédentaire de 0,7% en 2000).

C'est en quelque sorte une « ponction » sur la richesse nationale de quelques 1150€ par Français, alors que le solde positif allemand représente pour chaque habitant un « plus » de l'ordre de 2000 €/an (mais aussi +3500€ pour chaque Néerlandais, +2500€ pour les Danois).

Cela a des conséquences implacables sur l'emploi, sur les assiettes de la fiscalité et des cotisations permettant de réduire les déficits publics, comme sur la place de la France dans le monde via la diminution de nos parts de marché.

Et pourtant, la France attire les investisseurs internationaux qui apprécient ses atouts : position géopolitique, démographie, capacité d'innovation, productivité de la main d'œuvre, qualité des services publics...

- Ce déficit est celui de la production:

La production industrielle de la France a décroché depuis 20 ans, en termes de PIB, de contribution l'exportation, de valeur ajoutée, et d'emploi.

Et, pour être plus concret, dans bien des secteurs, il n'y a tout simplement plus de production française pour qui, chez nous ou à l'étranger, voudrait acheter français (le taux d'importation est supérieur à 80% pour tout ce qui est image-son-informatique...de l'ordre de 60 % pour les textiles-cuir, et supérieur à 50% pour l'équipement de la maison, et pour les machines-outils...). Nous ne sommes pas assez présents sur les biens technologiques et innovants – alors que les entreprises innovantes exportent 10 fois plus que les autres.

2 - Le protectionnisme ne serait en aucun cas protecteur :

- La « dé-mondialisation » est un leurre, compte tenu des interdépendances entre les économies et des positions de nos partenaires européens et mondiaux. C'est en outre une posture réactionnaire au regard des aspirations des pays en développement et émergents.

Et surtout pour nous un leurre dangereux.

Sans même évoquer l'idée folle d'aggraver le coût de notre dette et celui de nos importations en sortant de l'euro, fermer les frontières pénaliserait non seulement les consommateurs et leur pouvoir d'achat, mais aussi les producteurs.

Ceux-ci ont en effet besoin de composants importés pour produire des biens à plus haute valeur ajoutée ; ce pourquoi l'Allemagne est non seulement le champion exportateur que l'on sait mais aussi un grand importateur de biens intermédiaires, qui, incorporés aux produits made in Germany, contribuent à la compétitivité du pays .

- Pour autant, il est essentiel de rénover, pour la mettre au diapason des enjeux du XXI^e siècle, la régulation du commerce mondial à l'OMC :

Prendre mieux en compte la modification des rapports de force entre pays industrialisés et pays émergents, qui ne sont plus seulement nos fournisseurs de produits à bas coûts mais sont devenus nos concurrents industriels, lutter contre les dumpings sociaux et environnementaux, exiger la réciprocité dans l'ouverture des marchés, protéger la propriété intellectuelle... autant de combats européens à mener, qui doivent aller de pair avec des politiques moins naïves de la concurrence et plus offensives de la compétitivité.

3 - Le patriotisme économique n'est pas un gros mot, mais un enjeu de compétitivité nationale.

- Nos entreprises sont en panne de lien avec le territoire.

La place de la France aux premiers rangs des investisseurs à l'étranger est certes une force pour l'accès aux marchés les plus dynamiques et porteurs de croissance. D'ailleurs, le marché français est dans bien des créneaux trop petit pour assurer à lui seul des débouchés rentables ; pour les entreprises innovantes, notamment, les marchés sont d'emblée mondiaux.

Mais pourquoi nos entreprises délocalisent-elles autant pour la production de biens destinés à être vendus en France ? Ce qui est par exemple largement à l'origine du déficit sur l'automobile – tandis que les allemands externalisent pour améliorer leur compétitivité sans perdre en valeur ajoutée, permettant à ce secteur de représenter la moitié de leur excédent du commerce extérieur...

Et pourquoi, même si la notion de « made in » devient complexe dans un monde d'interdépendances industrielles, a-t-on tant de mal à mobiliser les consommateurs sur le « produit en France », au moins en termes d'information ?

Les causes sont multiples, structurelles, et pas seulement, loin de là « techniques », elles concernent tous les éléments de la compétitivité du territoire France :

- La dégradation de la compétitivité française mérite un projet qui rassemble :

Le niveau des salaires pèse beaucoup moins qu'on le dit souvent : les entreprises du Nord de l'Europe ont des excédents commerciaux avec des salaires élevés, et l'essentiel de notre déficit provient des pays de l'UE. En revanche, certains analystes évoquent l'absence de flexibilité du dialogue social...

Le niveau des marges est le principal handicap à des stratégies gagnantes en « 3 i » : investissement/innovation/internationalisation. C'est la rentabilité des entreprises allemandes, ou italiennes qui leur a permis à l'exportation hors UE d'absorber l'impact du cours de l'euro, et sur le marché européen d'être assez robustes pour résister à la concurrence européenne ou venue d'ailleurs.

La faiblesse, en taille, en nombre, en capacité d'investissement de nos tissus de PME et plus encore d'entreprises de taille intermédiaire (ETI), aggravée par le manque de solidarité des grands groupes à leur égard, ne nous permet pas d'avoir la force de frappe suffisante sur les marchés nationaux ou internationaux, que les clients soient particuliers ou entreprises .

Tout cela relève non pas de mesurottes technocratiques et sectorielles, mais d'une ambition structurante et offensive, qui devrait être partagée, entre pouvoirs publics, entrepreneurs, salariés, consommateurs, épargnants, chercheurs...

4 - Moins acheter à l'étranger et y vendre davantage, un projet d'union nationale :

- Notre facture énergétique à l'égard de l'étranger représente quelque 45Mds € en 2011 ; les économies d'énergie sont donc le premier vecteur de reconstruction d'une balance commerciale équilibrée.

- C'est la compétitivité « hors coûts » qui mérite le plus d'attention :

La qualité, l'innovation, le niveau technologique et de gamme, l'image de marque, le design, et les services associés (logistique, après-vente...), l'impact environnemental enfin font et feront de plus en plus la différence pour les consommateurs, et sont bien adaptés à l'excellence française.

Le Crédit d'Impôt recherche doit être préservé et complété par un crédit d'impôt innovation pour les PME/ETI. Les pôles de compétitivité doivent être consolidés voire renforcés, en y assurant notamment mieux les liens entre grands groupes et PME, de même que les investissements dits « d'avenir », notamment dans le numérique et les technologies « vertes ». La formation de travailleurs qualifiés est un enjeu essentiel.

- La priorité est à donner aux PME/ETI ; à ce titre, tous les leviers doivent être mobilisés ; en particulier et de manière prioritaire :

. Un vrai « Small Business Act » : commande publique, délais de paiement, effets de seuils...

. L'amélioration des financements, via notamment Oséo, et la mobilisation vers les entreprises productives de l'importante épargne accumulée dans les livrets et l'assurance-vie notamment.

. L'encouragement à la création décentralisée de réseaux et d'accompagnement,

- Une politique industrielle européenne doit mieux faire converger dans une ambition globale les actions menées au titre du Marché intérieur, de la concurrence, de l'innovation, et du commerce extérieur .